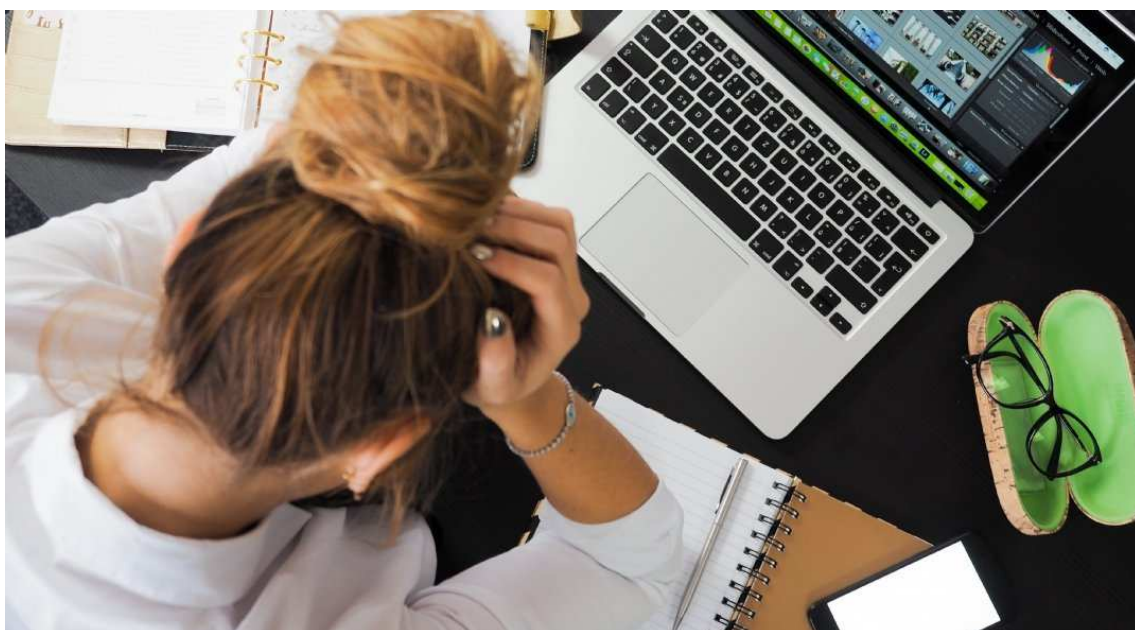


"Le 26 avril, on ne peut pas se retrouver devant un écran noir" : les...

6-8 minutes

"Nous avons 15 jours pour lever définitivement toutes les difficultés qui ont pu se présenter cette semaine", indique le [Dgesco](#), au début des vacances de printemps, après une semaine d'enseignement à distance marquée par des dysfonctionnements. Le SNPDEN souhaite que les outils numériques soient "reparamétrés et complètement sécurisés". Même demande au Snes qui veut aussi le 3 mai "des jauges en collèges et lycées définies à l'échelle d'une classe". Le SE-Unsa interroge sur "le recrutement, la vaccination, les tests" et le Sgen veut ouvrir la question de "la gouvernance du numérique éducatif".



Les syndicats d'enseignants veulent s'assurer que les outils numériques fonctionnent lors de la reprise des cours Pexels

Une "faillite générale". C'est ainsi que le SNPDEN-Unsa qualifie, dans un communiqué, la gestion des "outils numériques éducatifs" pendant la semaine d'enseignement à distance qui s'est achevée le 9 avril 2021, laissant place à deux semaines de vacances pour toutes les zones. Cette séquence a en effet été ponctuée de nombreux dysfonctionnements, touchant les services du Cned et les ENT ([lire sur AEF info](#)).

Tirant un bilan "très négatif" de cette semaine, Sophie Vénétitay, secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, explique que "ce fut très laborieux, très difficile de travailler avec nos élèves". Pour elle, "le ministère a une part de responsabilité importante", bien que le MEN justifie les difficultés notamment par des cyberattaques ou, concernant les ENT, renvoie la balle aux collectivités. "On parle quand même d'un service public d'éducation nationale. Il doit donc y avoir un pilotage national, du ministère, pour s'assurer que les régions soient prêtes", poursuit-elle.

De son côté, le Sgen-CFDT estime, dans un communiqué, que "les explications douteuses du ministre nourrissent la défiance quant à la gestion de cette crise".

"Exaspération de la profession"

Une situation qui a entraîné "une exaspération de la profession", affirme Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Celle-ci est également due, selon lui, à "l'énorme pression institutionnelle pour que les enseignants aient beaucoup recours aux classes virtuelles, avec des messages dans les établissements pour inciter à faire des visio, etc."

Il est rejoint par le Sgen qui explique que "les établissements

qui avaient préparé une communication sur les procédures de continuité pédagogique à destination des parents et des élèves ont été obligés de bricoler pour pallier les insuffisances informatiques".

Le SNPDEN critique pour sa part "les engagements très optimistes pris et affichés" qui ont "provoqué incompréhension, amertume et colère chez tous les usagers".

"15 jours pour travailler ensemble"

Unanimement, les organisations syndicales demandent que soit préparée et anticipée la reprise du 26 avril - en présence, pour le premier degré, à distance pour une semaine, pour le second degré. Le Snalc, dans un communiqué, estime que "l'organisation de la réouverture aux dates prévues ne pourra se faire correctement sans un travail important qu'il aurait déjà fallu entamer cette semaine". Une réouverture qui, en outre, selon le syndicat, "doit forcément être conditionnée à des critères sanitaires et s'accompagner d'un protocole au moins aussi strict que celui qui prévalait avant la fermeture".

Sur [France info](#), Édouard Geffray, le Dgesco, affirme que "nous avons 15 jours pour travailler ensemble, collectivités territoriales, État, etc., et lever définitivement toutes les difficultés qui ont pu se présenter cette semaine".

Néanmoins, le 12 avril après-midi, aucune réunion n'était encore fixée entre le ministère et les organisations syndicales. "C'est assez surréaliste car tout le monde a désormais l'expérience qu'une rentrée s'anticipe. On voit que l'impréparation se paie très cher dans les premiers jours d'une rentrée et à moyen terme", estime Sophie Vénéitay, qui indique toutefois que les syndicats ont reçu "l'engagement du cabinet d'avoir une voire deux réunions de préparation". À ce sujet,

Stéphane Crochet espère que cette rencontre ne ressemblera pas à "celles que l'on connaît trop, des réunions de dernière minute qui viennent une fois que les décisions et les arbitrages ont été pris".

"L'enjeu est d'avoir une reprise qui tienne"

Pour le SNPDEN, "un replay" de la semaine qui s'est écoulée "ne saurait être envisagé. Il y a donc urgence à utiliser avec profit les 15 jours de vacances scolaires à venir pour reparamétrer, dimensionner correctement, et sécuriser complètement ces outils essentiels dans le contexte actuel".

Le Snes-FSU liste plusieurs revendications en vue du 26 avril : "Nous demandons que 'Ma classe à la maison' soit sécurisée - on a du mal à comprendre que, dans un moment stratégique, rien n'ait été fait pour sécuriser ce type d'outils - et souhaitons savoir si elle a été redimensionnée pour accueillir un grand nombre de connexions simultanées, et si les ENT vont être capables d'encaisser la charge de connexions". Sophie Vénétitay espère en outre que, "si ce n'est pas le cas, il y ait une solution de secours". Et de demander, en vue du 3 mai, "des jauges en collège et lycées, définies à l'échelle d'une classe et non de l'établissement" ainsi que, notamment, "l'équipement des salles en capteurs de CO2".

Stéphane Crochet souhaite également évoquer les questions "de recrutement, de vaccination, de tests... L'enjeu est d'avoir une reprise qui tienne et pas quelque chose qui force à arrêter 10 jours après car la situation n'a pas été gérée".

Ouvrir le sujet de "la gouvernance du numérique éducatif"

Le Sgen, qui demande aussi que soient "écoutés les personnels épuisés par l'impréparation et de fait, par les adaptations permanentes à mener dans l'urgence", souhaite

que soit ouverte plus largement la question de "la gouvernance du numérique éducatif. Celle de la distinction entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre doit être posée. Il n'est pas acceptable de voir l'État, les collectivités territoriales et les prestataires privés se renvoyer la balle".

Sophie Vénéitay renchérit : "Si le 26, à 3 semaines d'intervalle, on se retrouve encore devant un écran noir, le ministère ne va pas pouvoir se cacher derrière des attaques russes pour masquer ses responsabilités".

172 000 élèves "prioritaires" accueillis

Dans un communiqué du 9 avril, le MEN indique que, la semaine dernière, "172 000 enfants de parents de professions prioritaires dans la gestion de la crise ont pu être accueillis dans plus de 17 000 pôles scolaires".